



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/CONF.189/PC.1/4
24 mars 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

CONFÉRENCE MONDIALE CONTRE LE RACISME, LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XÉNOPHOBIE ET L'INTOLÉRANCE QUI Y EST ASSOCIÉE

Comité préparatoire

Première session

Genève, 1er-5 mai 2000

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORTS, ÉTUDES ET DOCUMENTS DIVERS À ÉTABLIR POUR LE COMITÉ PRÉPARATOIRE ET LA CONFÉRENCE

Moyens d'améliorer la coordination entre le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'ensemble des institutions spécialisées et des organisations internationales, régionales et sous-régionales dans le domaine de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

Note du secrétariat

Introduction

1. Dans sa résolution 1999/78 [par. 63 a)], la Commission des droits de l'homme a prié la Haut-Commissaire d'entreprendre une étude, qu'elle soumettra à la première session du Comité préparatoire, sur les moyens d'améliorer la coordination entre le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'ensemble des institutions spécialisées et des organisations internationales, régionales et sous-régionales dans le domaine de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. En octobre 1999, la Haut-Commissaire a écrit aux chefs de secrétariat des organisations concernées, conformément à cette résolution. À la date du 25 janvier 2000, elle avait reçu des réponses de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), qui relève du Conseil

de l'Europe. Le nombre de réponses reçues n'a pas été jugé suffisant pour que l'étude demandée puisse être entreprise à ce stade. Les renseignements qui figurent dans la présente note sont donc essentiellement tirés des réponses reçues et des mémorandums d'accord qui ont été conclus entre le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) et divers autres organismes et qui définissent l'action à entreprendre au plan bilatéral en matière de lutte contre le racisme. Les mémorandums d'accord entre le HCDH et l'UNESCO et entre le HCDH et le PNUD précisent les modalités de coopération et les activités communes touchant la lutte contre le racisme. Le premier stipule que les deux parties conviennent de collaborer à la planification et à la convocation de la Conférence mondiale, et le second que les deux organismes collaborent dans le cadre des projets de pays, exécutés conjointement ou séparément, pour promouvoir les objectifs de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et mener à bien leurs plans d'action respectifs. L'application du mémorandum d'accord conclu entre le PNUD et le HCDH est suivie de près et articulée sur la politique du PNUD relative à "l'intégration des droits de l'homme au développement humain durable".

2. L'élimination de la discrimination raciale constitue un élément central de la mission de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme depuis la création de l'Organisation, qui s'est attelée à cette tâche par le biais de toute une série de programmes, d'activités, de conférences et d'instruments juridiques. Cela étant, les stratégies de lutte contre le racisme et la discrimination raciale apparaissent comme un ensemble complexe et posent un problème général de coordination. Des mesures importantes demeurent nécessaires pour perfectionner et renforcer les mécanismes qui existent déjà.

3. Au paragraphe 1 de la partie II A de la Déclaration et Programme d'action de Vienne, il est dit que "la Conférence mondiale sur les droits de l'homme recommande d'accroître la coordination en faveur des droits de l'homme et des libertés fondamentales au sein du système des Nations Unies. À cet effet, elle demande instamment à tous les organes, organismes et institutions spécialisées qui s'occupent des droits de l'homme dans le cadre de leurs activités de coopérer pour renforcer, rationaliser et simplifier celles-ci compte tenu de la nécessité d'éviter les doubles emplois".

I. DOMAINES POTENTIELS DE COORDINATION ET DE COOPÉRATION

A. Au plan international

1. Échanges d'informations

4. Le partage de l'information entre les différentes organisations pourrait être plus efficace pour ce qui est des renseignements sur les situations ou affaires concrètes ou sur les actions entreprises. Cet aspect est capital pour l'analyse des situations de discrimination raciale dans tel ou tel pays. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale contrôle la mise en œuvre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui a été ratifiée par 155 États. Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) et l'OIT sont les seuls organismes normalement représentés aux sessions du Comité. Pour l'examen des rapports des États parties, le Comité reçoit généralement des informations du HCR, de l'OIT et d'un certain nombre d'autres organismes tels que le PNUD et l'ECRI. L'OIT, en particulier, fournit au Comité, à chacune de ses sessions, des renseignements sur la manière dont les conventions pertinentes de cette organisation sont appliquées dans les pays considérés. Pour examiner

la situation d'un pays avec toute la minutie, la précision et l'exhaustivité possibles, le Comité doit impérativement disposer d'une information pertinente et fiable. Il est tout aussi important que l'action du Comité soit connue des institutions spécialisées ou autres organisations qui ont entrepris des activités dans les pays examinés par le Comité, afin que les recommandations de ce dernier puissent être prises en compte dans lesdites activités.

5. Pour l'OIM, les organisations devraient être encouragées à fournir des renseignements aux différents organes et entités du système des Nations Unies qui ont pour mission de lutter contre la discrimination raciale. L'augmentation du nombre des organismes fournisseurs d'information serait très bénéfique pour l'examen par le Comité de l'application de la Convention par les États parties, ainsi que pour les activités correspondantes du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, du Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse et du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants.

6. L'OIT signale que sa commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations tient compte des documents et des conclusions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale lorsqu'elle examine l'application des Conventions de l'OIT par les États membres. L'OIT a particulièrement insisté sur la nécessité de déterminer comment l'ONU pourrait lui fournir régulièrement les renseignements susceptibles d'avoir des répercussions sur l'application desdites Conventions, en particulier la Convention concernant la discrimination (Emploi et profession), 1958 (No 111) et la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 (No 169).

7. S'agissant de la prochaine Conférence mondiale, l'OIT a estimé qu'il serait utile d'examiner à un stade très précoce les moyens de s'assurer que le travail accompli par les institutions spécialisées du système des Nations Unies et par d'autres organes, notamment les programmes des Nations Unies, est pleinement pris en compte dans les délibérations de la Conférence mondiale et dans les travaux préparatoires.

2. Surveillance de la lutte antiracisme

8. La mise en place d'un mécanisme efficace de suivi, de surveillance et d'évaluation des programmes de lutte contre le racisme est jugée importante pour améliorer la coordination internationale et assurer qu'il est fait bon usage des ressources. Dans son programme d'action, la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui s'est tenue en 1983, recommandait la mise en place d'un système permanent d'examen et d'évaluation périodiques permettant aux États Membres et à l'ensemble des organismes des Nations Unies, y compris les organes régionaux appropriés et les organisations non gouvernementales, d'apprécier les mesures prises pour atteindre les buts et objectifs de la deuxième Décennie.

9. La création d'un mécanisme de suivi permettrait aussi un échange systématique d'informations sur les rapports et études pertinents ou les projets de coopération technique des organismes des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations internationales, régionales et sous-régionales. L'OIM a estimé que le HCDH pourrait coordonner cet apport systématique des organisations. Une fois un tel système mis en place, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale ou tout autre mécanisme des droits de l'homme relevant des Nations Unies pourrait obtenir à tout moment les renseignements dont il a besoin.

3. Consultations

10. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale, l'OIT a proposé que des consultations aient lieu entre les institutions spécialisées et les autres organismes concernés des Nations Unies. L'ECRI a ajouté que l'amélioration de la coordination à l'échelon européen passe aussi par des consultations régulières entre l'ECRI, d'une part, et le Comité et le Rapporteur spécial, d'autre part. L'UNESCO a jugé important que le HCDH participe aux réunions organisées sous son égide, notamment la réunion des directeurs d'instituts des droits de l'homme, ce qui permettrait de mobiliser des partenaires divers au service de la lutte contre la discrimination et l'intolérance.

4. Favoriser la ratification universelle de la Convention

11. Certaines réponses font état de la nécessité d'une collaboration étroite entre le HCDH et les autres organismes et organisations pour favoriser la ratification universelle de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

12. Dans le cadre du mémorandum d'accord qu'il a conclu avec le HCDH, le PNUD apporte une contribution de fond aux travaux des organes conventionnels, en ce qui concerne notamment la promotion de la ratification de la Convention. La démarche du PNUD à cet égard, qui consiste à utiliser ses bureaux de pays pour répondre aux demandes d'assistance ou de conseil des gouvernements qui souhaitent ratifier les instruments relatifs aux droits de l'homme ou s'acquitter de leurs obligations en matière de rapports, s'est révélée positive.

5. Information et éducation

13. Dans sa résolution 1999/78, la Commission des droits de l'homme a prié la Haut-Commissaire d'élaborer un programme d'éducation en matière de droits de l'homme et de créer un site Internet qui pourrait servir à mettre en commun les expériences en matière de droits de l'homme relatives à la lutte contre le racisme. Elle a par ailleurs demandé instamment aux organismes des Nations Unies et aux organisations gouvernementales internationales, régionales et sous-régionales de soutenir la Haut-Commissaire et le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU en élaborant une stratégie d'information axée sur les objectifs de la Conférence mondiale.

14. Le HCDH a créé sur son site Internet une section consacrée à la Conférence mondiale où l'information et les documents concernant la Conférence peuvent être consultés. Le site Internet pourrait contenir également des informations sur les activités des institutions spécialisées, des organismes des Nations Unies et des organisations internationales et régionales concernant la lutte contre le racisme, ainsi que les documents traitant de cette question.

15. Dans sa réponse, l'UNESCO a évoqué la possibilité d'une action commune avec le HCDH, par exemple une publication consacrée à la lutte contre la discrimination et l'intolérance qui comporterait deux préfaces signées respectivement par le Directeur général de l'UNESCO et la Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

6. Services consultatifs, coopération technique et autres formes d'appui

16. Selon l'OIM, les fonctionnaires des Nations Unies, au Siège et dans les bureaux extérieurs, devraient suivre une formation à la lutte contre le racisme qui leur permettrait de réagir comme il se doit aux violations de la Convention et d'introduire une démarche "antiracisme" dans leurs activités.

17. Le mémorandum d'accord conclu entre le PNUD et le HCDH a permis d'établir un cadre pour une coopération plus étroite et plus technique en matière de formation. On peut ainsi y lire que le PNUD et le HCDH coopèrent à la mise en place de programmes de formation en matière de droits de l'homme et de développement à l'intention des fonctionnaires internationaux, en particulier ceux qui opèrent dans les secteurs du développement, des droits de l'homme, de la démocratie et de la consolidation de la paix. Le mémorandum d'accord stipule en outre que le HCDH organise des réunions d'information sur les aspects courants de la promotion et de la protection des droits de l'homme à l'intention des cadres supérieurs du PNUD et apporte en cas de besoin une contribution à la formation des autres membres du personnel. En consultation avec le HCDH, le PNUD introduira un élément "droits de l'homme" dans le programme de formation de son personnel et le HCDH mettra ses compétences et ses matériels pédagogiques concernant les droits de l'homme à la disposition de ces activités de formation.

18. Le PNUD a fait état de l'existence de projets en cours, notamment quatre ateliers régionaux de formation conjoints PNUD-HCDH destinés à mieux faire connaître aux représentants résidents du PNUD et aux coordonnateurs résidents des Nations Unies les questions relatives aux droits de l'homme. Ces ateliers comportent une initiation aux principes fondamentaux des droits de l'homme, notamment le principe de non-discrimination, ainsi qu'à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. En outre, un module de formation aux droits de l'homme à l'intention du personnel du PNUD est en cours d'élaboration et contiendra des éléments sur l'élimination de la discrimination raciale. D'autres activités de formation sont envisagées en coopération avec le HCDH et l'École des cadres des Nations Unies.

B. À l'échelon national

19. Il est désormais admis que la lutte la plus efficace contre le racisme se situe au plan national. La coopération a certes beaucoup progressé au plan international mais il faut d'urgence parvenir à une coopération plus systématique à l'échelon des pays.

20. Dans le cadre du mémorandum d'accord qu'ils ont conclu, le PNUD et le HCDH peuvent entreprendre les actions suivantes au plan national :

- En matière d'application des recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale à l'échelon des pays, le PNUD peut introduire la tolérance et la compréhension interraciales dans ses programmes de pays;
- À réception des documents pertinents du HCDH, le PNUD peut aider à diffuser l'information relative au processus d'établissement de rapports dans le cadre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, y compris les contributions éventuelles de la société civile;

- À réception de l'information de base nécessaire, le PNUD peut mettre à la disposition de toutes personnes ou organisations intéressées des informations concernant la situation des États parties au regard de leurs obligations en matière de rapports à présenter au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, ainsi que les rapports eux-mêmes et les conclusions ou observations correspondantes du Comité;
- Sur demande, le PNUD peut faire connaître les procédures relatives aux communications et transmettre au HCDH les communications émanant de particuliers ou de groupes qui estiment que leurs droits en vertu de la Convention ont été violés. Dans le cadre du mémorandum d'accord, une brochure sur les plaintes en matière de droits de l'homme a été publiée à l'intention des coordonnateurs résidents et des représentants résidents. En outre, une directive relative aux droits de l'homme à l'intention des coordonnateurs résidents, qui contient des conseils sur les formalités de transmission des plaintes aux mécanismes internationaux compétents, a été élaborée dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour le développement;
- Un soutien logistique est fourni aux missions d'enquête. Cette assistance peut se situer au niveau de la planification des services d'appui et du suivi;
- Le HCDH peut veiller à ce que les bureaux de pays du PNUD reçoivent une information à jour sur le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, en ce qui concerne plus particulièrement les rapports dont l'examen est prévu, les conclusions y relatives et les décisions finales adoptées conformément à la procédure applicable communications individuelles.

21. L'UNESCO a indiqué qu'elle comptait mobiliser son réseau de chaires (au nombre de 44 dans 35 pays) pour que celles-ci participent comme il se doit aux activités entreprises à l'occasion de l'Année internationale de la mobilisation contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. L'UNESCO envisage de convoquer une réunion de ses représentants en vue d'une contribution accrue aux activités de l'organisation, en particulier celles relatives à l'Année internationale.

II. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

22. Du point de vue de l'action de coordination à l'échelle de l'ensemble du système des Nations Unies, la Conférence mondiale tout à la fois pose un défi et ouvre des perspectives. En visant l'efficience et l'efficacité par le renforcement de la coordination, le système des Nations Unies sera mieux en mesure d'aider les gouvernements et la société civile dans leurs efforts de lutte contre le racisme.

23. Il conviendrait d'assurer entre le HCDH et les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organisations internationales, régionales et sous-régionales une circulation systématique de l'information sur la situation en matière de racisme et de discrimination raciale.

24. Les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations internationales, régionales et sous-régionales sont encouragés à :

- a) Transmettre leurs rapports et documents d'information traitant de l'élimination de la discrimination raciale aux divers organismes du système des Nations Unies qui s'occupent de la lutte contre le racisme;
- b) Instaurer une coopération étroite visant à promouvoir la ratification universelle de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- c) Incorporer à leurs activités respectives de relations publiques et d'information des renseignements sur la Conférence mondiale et son processus préparatoire afin d'assurer la plus large diffusion possible de l'information sur ces événements;
- d) Fournir l'information pertinente à placer sur le site Internet.

25. Un mécanisme permanent de suivi pourrait être mis en place pour surveiller et évaluer les programmes de lutte contre le racisme et coordonner les échanges d'informations. Ce mécanisme pourrait être chargé de rassembler l'information sur le processus préparatoire de la Conférence mondiale disponible auprès des différents organes et institutions spécialisées des Nations Unies et de veiller à l'application des conclusions de la Conférence. Son siège pourrait être intégré au Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

26. Des consultations entre toutes les organisations concernées par les questions qui touchent directement ou indirectement l'élimination de la discrimination raciale devraient être organisées de manière régulière. Ces consultations auraient pour objet d'identifier les questions concrètes à régler, les mesures qui s'imposent et la forme que doit prendre cette action (par exemple si elle doit être menée à l'échelon international, régional ou national). Un mécanisme de consultation interinstitutions devrait être créé dans le cadre du processus préparatoire de la Conférence mondiale.

27. Les fonctionnaires des organes et organisations des Nations Unies, dans les villes sièges et dans les autres lieux d'affectation, devraient suivre une formation qui leur permettrait de faire face aux violations de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et d'introduire une démarche "antiracisme" dans leurs activités. Une attention particulière devrait être accordée à l'intégration de l'élimination du racisme et de la discrimination raciale aux activités des Nations Unies à l'échelon des pays.
